

même, mais un grand nombre d'autres personnes qui vivent des revenus d'industries connexes.

Par conséquent, l'argent dépensé pour verser des subventions à l'industrie laitière ne profite pas uniquement aux producteurs, mais aussi aux consommateurs. Je demande au gouvernement de revenir au plus tôt sur sa décision relative à la politique laitière et d'augmenter les subventions à la production du lait industriel, de manière à garantir aux producteurs un revenu beaucoup plus élevé, eu égard à l'augmentation du coût de production. Que le gouvernement s'inspire des suggestions contenues dans de nombreux mémoires présentés tant au comité permanent de l'agriculture qu'au ministre lui-même et qu'on agisse rapidement afin d'éviter la faillite d'un grand nombre de producteurs laitiers.

Au cours des années 1963-1964, dernières années pour lesquelles les chiffres sont disponibles, la moyenne approximative des subventions accordées à l'industrie laitière en vertu des programmes agricoles était de \$28 per capita aux États-Unis et de \$16 au Royaume-Uni, alors qu'au Canada, elle n'était que de \$11. Nous n'avons donc pas exagéré dans ce domaine.

Comme la province de Québec produit plus de 50 p. 100 de toute la production laitière du Canada, il est évident que c'est le Québec qui est le plus touché par cette réduction de la subvention à la production du lait. Je ne crois vraiment pas que l'intention du gouvernement soit de nuire au Québec ou de le «punir», mais il n'en reste pas moins que c'est lui qui est le plus «pénalisé», qui a le plus à souffrir de la politique laitière.

Cette attitude ne contribue pas à créer un climat de confiance et de bonne entente au Canada. Je crois qu'il est actuellement plus important de régler nos problèmes économiques et de donner justice à toutes les régions du pays que de perdre un temps précieux à parler de la constitution. Si, avec la meilleure constitution qu'il soit possible d'avoir, une partie de notre population crève de faim, serons-nous plus heureux? Est-ce là la prospérité?

Monsieur l'Orateur, nos gens ne sont pas plus bêtes qu'ailleurs. En lisant les journaux et en analysant la situation, ils ont appris que le gouvernement central se prépare—et c'est tout préparé et presque décidé, à moins qu'on nous écoute un peu—à réduire de 10 millions les crédits affectés à la subvention de la production du lait industriel, alors qu'en même temps, on accorde un montant d'au-delà de 100 millions aux agriculteurs d'une autre partie du pays pour les inviter à ne pas exploiter une partie de leurs fermes. Or, certaines gens sont disposés à exploiter toutes les

occasions pour soulever l'Est contre l'Ouest et les Canadiens français contre les Canadiens anglais, et ils profiteront de cette circonstance, et c'est tout le Canada qui aura à en souffrir.

Par conséquent, je pense qu'on devrait sincèrement s'arrêter et réfléchir avant de déterminer si l'on doit essayer d'enrayer l'inflation au détriment de la bonne entente entre les provinces de l'Est, le Québec en particulier, et les autres provinces du pays.

C'est au nom aussi des 25,000 signataires de la pétition que j'ai eu l'honneur de déposer à la Chambre que je demande à l'honorable ministre de l'Agriculture de convaincre ses collègues du cabinet qu'il est impossible que tant de monde se trompe en même temps, qu'il est impossible que les gens sérieux qui dirigent les organisations agricoles se trompent tous et que seul l'honorable ministre ait raison. Si nous voulons réellement vivre une démocratie vivante, il faut à tout prix tenir compte des recommandations des corps intermédiaires, comme l'UCC, la Fédération canadienne de l'agriculture, les *Dairy Farmers* et la Fédération des producteurs de lait industriel de la province de Québec.

J'assure l'honorable ministre qu'il peut compter sur l'entière collaboration de notre groupe pour mettre les revenus agricoles sur le même pied que ceux des autres secteurs de l'économie, ce en quoi il a sincèrement cru dans le passé. Quant à nous, peu importe si le mérite, du point de vue de la politique, en revient au gouvernement ou à l'opposition. Nous sommes d'avis qu'il faut agir rapidement afin de desserrer l'étau «coût-prix» qui étouffe actuellement même les cultivateurs les mieux établis.

On me dira peut-être qu'il est facile à l'opposition de critiquer. Pour ma part, je crois sincèrement avoir fait une critique constructive et, aussi, avoir présenté des suggestions réalistes. Des trois rôles: celui de l'opposition, celui du gouvernement ou celui des producteurs de lait industriel, je suis convaincu que c'est celui des producteurs de lait industriel qui est le plus difficile à tenir.

Au cours du débat du 19 février sur l'industrie laitière, j'ai sciemment évité de parler du rapport du comité permanent de l'agriculture, et ce parce que j'étais d'avis que ledit rapport devrait être étudié par la Chambre au plus tôt. Mais comme ce rapport n'a pas encore été étudié, je me permets d'appeler l'attention du ministre de l'Agriculture sur une recommandation que j'ai faite au comité. Au fait, comme l'atteste la page 12 du fascicule n° 10 des Procès verbaux du comité, je suggérais, et je cite:

Le Comité recommande que le budget de la C.C.L. soit augmenté afin de garantir aux producteurs sous quota enregistrés à la C.C.L. et ne dépassant pas leur quota, une recette totale aux 100 livres